

- | | | |
|--------------------------------------------|------------------------------------------------|-------------------------------------------------|
| 194. Volont, Marianne, Hannut | 214. Castelain, Sylviane, Dour | 233. Agelan, Alice, Bruxelles |
| 195. Berg, Carine, Villers-sur-Lesse | 215. Ostyn, Dominique, Mouscron | 234. Ottoy, An, Erpe-Mere |
| 196. Goffin, Geneviève, Bruxelles | 216. Fermier, Didier, Piétrain | 235. Willot, Bénédicte, Zellik |
| 197. Teti, Rosanna, Liège | 217. Castiaux, Nadine, Colfontaine | 236. Verle, Myriam, Cortil (Noirmont) |
| 198. Cavyn, Béatrice, Binche | 218. Sokay, Nathalie, Gembloux | 237. Taylor, Nadine, Ophain-Bois-Seigneur-Isaac |
| 199. Nys, Monique, Bouvignies (Ath) | 219. Carre, Isabelle, Mons | 238. Moortgat, Karine, Soignies |
| 200. Koch, France, Huy | 220. Defrijn, Betty, Lembeek | 239. Lateur, Murielle, Blaton |
| 201. Davreux, Bernadette, Wavre | 221. Zicot, Annick, Temploux | 240. Moroncini, Rosalba, La Louvière |
| 202. Poupert, Carolle, Howardries | 222. Mocsonoky, Yolande, Bruxelles | 241. Lenel, Anne-Marie, Bruxelles |
| 203. Steyaert, Arlette, Ganshoren | 223. Cuvelier, Chantal, Tubize | 242. Prandini, Adèle, Kain |
| 204. Plateaux, Béatrice, Blaton | 224. Rosière, Josiane, Petitvoir (Neufchâteau) | 243. Vundelincx, Rebecca, Bruxelles |
| 205. Besson, Marianne, Bruxelles | 225. Baikrich, Karine, Arlon | 244. Casier, Erika, Bruxelles |
| 206. Trekels, Mireille, Jodoigne | 226. Chauvier, Chantal, Beauraing | 245. Martínez y Lopez, Augustina, Wasmes A.B. |
| 207. Rossaint, Patricia, Verviers-Stembert | 227. Van Haebost, Nadine, Tournai | 246. Delain, Annie, Ways (Genappe) |
| 208. Legrand, Christine, Ransart | 228. Rapetti, Jeanne de Chantal, Crisnée | 247. Martens, Anne, Petit-Engnien |
| 209. Hennion, Carine, Bruxelles | 229. Tordeur, Marie-Thérèse, Bruxelles | 248. Pirnay, Karine, Verviers |
| 210. Preud'Homme, Christine, Acosse | 230. Berwaer, Martine, Remicourt | 249. Brenkers, Marie-Louise, Liège |
| 211. Brohez, Brigitte, Terre | 231. Mouvet, Danièle, Waterloo | 250. Genard, Tania, Ath |
| 212. Dervaux, Rose-Marie, Eugies | 232. Desmedt, Carine, Bruxelles | |

**SERVICES DU PREMIER MINISTRE
ET MINISTÈRE DE L'INTERIEUR
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**

8 DECEMBRE 1987. — Circulaire n° 291. — Procédure d'information des organisations syndicales représentatives à l'occasion de l'introduction des technologies nouvelles dans les services publics

Monsieur le Ministre,
Madame le Secrétaire d'Etat,
Monsieur le Secrétaire d'Etat,

La présente circulaire a été prise en exécution du § A.1 protocole du 4 novembre 1987 relatif à la programmation sociale 1987-1988 dans les services publics. Elle organise des procédures d'information des organisations syndicales représentatives à l'occasion de l'introduction des technologies nouvelles dans les services publics.

§ 1^{er}. Champ d'application

1. Les services publics.

a) Par services publics, la présente circulaire entend : les administrations et autres services de l'Etat, y compris l'enseignement et les universités, ainsi que les organismes d'intérêt public soumis à la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités et repris à l'annexe I de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi précitée du 19 décembre 1974.

b) Quant aux autres services publics ainsi qu'aux pouvoirs communautaires et régionaux, aux pouvoirs provinciaux et communaux, à l'enseignement subventionné et aux centres P.M.S., le Gouvernement s'est engagé à leur recommander la négociation d'accords particuliers sur la base des dispositions de la présente circulaire.

1.2. Les technologies nouvelles.

Par technologies nouvelles, la présente circulaire entend : tout procédé, processus ou système qui permet l'automatisation et l'intégration des tâches d'organisation de travail.

§ 2. Les procédures d'information

2.1. Projet de schéma-directeur ou de programme général.

Pour faciliter une bonne compréhension de la politique de l'introduction des technologies nouvelles au sein du service public concerné, le projet de schéma-directeur ou de programme général de celui-ci sera communiqué par l'autorité compétente, pour information et, le cas échéant, pour observation aux organisations syndicales représentatives. Une décision concernant le projet de schéma-directeur ou de programme général ne pourra être prise par l'autorité compétente qu'à l'expiration d'un délai de trois mois à dater de la communication visée ci-avant.

**DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER
EN MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN
EN OPENBAAR AMBT**

8 DECEMBER 1987. — Omzendbrief nr. 291. — Procedure voor informering van de representatieve vakbonden ter gelegenheid van de invoering van de moderne technologieën in de overheidsdiensten

Mijnheer de Minister,
Mevrouw de Staatssecretaris,
Mijnheer de Staatssecretaris,

Deze omzendbrief werd opgesteld ter uitvoering van § A.1 van het protocol van 4 november 1987 betreffende de sociale programmering 1987-1988 in de overheidsdiensten. Hij regelt procedures voor informering van de representatieve vakbonden ter gelegenheid van de invoering van de moderne technologieën in de overheidsdiensten.

§ 1. Toepassingsgebied

1. De overheidsdiensten.

a) In deze omzendbrief verstaat men onder overheidsdiensten : de rijksbesturen en andere rijksdiensten met inbegrip van het rijksonderwijs en de rijksuniversiteiten evenals de instellingen van openbaar nut onderworpen aan de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel en vermeld in bijlage I van het koninklijk besluit van 28 september 1984 ter uitvoering van de bovenvermelde wet van 19 december 1974.

b) Wat betreft de andere overheidsdiensten evenals de overheden van gemeenschappen en gewesten, de provinciale en gemeentelijke overheden, het gesubsidieerd onderwijs en de P.M.S.-centra heeft de Regering zich ertoe verbonden hun aan te bevelen om, op grond van de bepalingen van deze omzendbrief, te onderhandelen over bijzondere akkoorden.

1.2. De moderne technologieën.

In deze omzendbrief verstaat men onder moderne technologieën : ieder procédé, proces of systeem dat de automatisering en de integratie van de taken inzake organisatie van het werk mogelijk maakt.

§ 2. Informatieprocedures

2.1. Ontwerp van stuurplan of van algemeen programma.

Voor een goed begrip van het beleid inzake invoering van de moderne technologieën in de betrokken openbare dienst, wordt zijn ontwerp van stuurplan of algemeen programma door de bevoegde overheid, als inlichting, en in voorkomend geval voor opmerkingen, meegedeeld aan de representatieve vakbonden. Een beslissing aangaande het ontwerp van stuurplan of algemeen programma kan slechts door de bevoegde overheid worden genomen nadat een termijn van drie maanden is verstreken sinds de bovenbedoelde mededeling.

Le schéma-directeur est une présentation ordonnée et cohérente de l'ensemble de la stratégie et des actions à mener dans la mise en œuvre des technologies nouvelles de l'information dans un service public.

2.2. Projet de grande ampleur.

Tout projet de grande ampleur et relatif à l'introduction et à l'extension d'une technologie nouvelle sera communiqué par l'autorité compétente, pour information, aux organisations syndicales représentatives.

Une décision concernant le projet ne pourra être prise par l'autorité compétente qu'à l'expiration d'un délai de trois mois à dater de sa communication aux organisations visées à l'alinéa précédent.

Un projet est réputé de grande ampleur lorsque sa mise en œuvre intéresse 50 % et 10 agents au moins du personnel du ou des services concernés (direction générale ou, à défaut, direction d'administration ou service d'Etat à gestion séparée) au titre soit du recyclage ou de la reconversion de ce personnel soit d'une restructuration interne de ce ou de ces services. Un projet est également réputé de grande ampleur lorsqu'elle modifie d'une manière fondamentale les fonctions d'une catégorie professionnelle déterminée.

A l'occasion de la présentation du projet, sera fournie une information écrite sur :

- les objectifs que l'on veut atteindre;
- le type de technologie introduite et ses perspectives d'extension future;
- les conséquences de l'introduction du projet sur l'organisation du travail et la durée du travail ainsi que sur le volume, la structure de l'emploi et les conditions de travail;

- les besoins de formation, de recyclage et de reconversion qui sont induits par l'implantation de ce projet.

2.3. Rôle des comités de négociations ou de concertation (loi du 19 décembre 1974 précitée).

Les conséquences du schéma-directeur ou du programme général visé au § 2.1. ou du projet visé au § 2.2., qui ressortissent des matières visées par la loi du 19 décembre 1974, restent de la compétence, selon le cas, et conformément aux procédures en vigueur, des comités de négociations ou de concertation mis en place dans le cadre de cette loi.

3. Evaluation.

Au terme de la première année à dater du 4 novembre 1987, date du protocole relatif à la programmation sociale 1987-1988, il sera procédé à l'examen de la manière dont cette circulaire aura été appliquée dans les services publics.

En vue de préparer cet examen, il est demandé, à chaque service public concerné, d'introduire, pour le 31 octobre 1988 un rapport sur l'application de la présente circulaire.

3.1. Contenu du rapport.

Pour permettre un traitement aisé et rapide des informations, il est demandé de s'en tenir à la structure de base suivante :

1. identification du service public (dénomination, adresse, mission);

2. mode d'application de la circulaire au projet de schéma-directeur ou de programme général :

- brève description du projet de schéma-directeur ou du projet de programme;
- problèmes rencontrés lors de la procédure d'information des organisations syndicales;
- observations éventuellement faites par les organisations syndicales et la suite qui en a été donnée;
- conséquences du projet devant être, le cas échéant, traitées au sein d'un comité de concertation ou de négociations conformément à la loi du 19 décembre 1974 précitée;

3. mode d'application de la circulaire à un (ou plusieurs) projet(s) de grande ampleur :

- brève description du ou des projet(s) de grande ampleur;
- problèmes rencontrés lors de la procédure d'information des organisations syndicales;
- observations éventuellement faites par les organisations syndicales et la suite qui en a été donnée;
- conséquences du ou des projet(s) devant être, le cas échéant, traitées au sein d'un comité de concertation ou de négociations conformément à la loi du 19 décembre 1974 précitée.

Het stuurplan is een geordende en samenhangende voorstelling van het geheel van de strategie en de te voeren acties bij de toepassing van de moderne informatietechnologieën in een openbare dienst.

2.2. Project van grote omvang.

Ieder project van grote omvang dat betrekking heeft op de invoering en op de uitbreiding van een moderne technologie wordt door de bevoegde overheid, als inlichting, meegedeeld aan de representatieve vakbonden.

Een beslissing aangaande het project kan slechts worden genomen door de bevoegde overheid na verloop van een termijn van drie maanden te rekenen vanaf de mededeling ervan aan de vakbonden bedoeld in de vorige alinea.

Een project wordt geacht van grote omvang te zijn wanneer de invoering ervan 50 % en minstens 10 personeelsleden van de betrokken dienst(en) (algemene directie of, bij ontstentenis hiervan, directie van een bestuur of rijksdienst met afzonderlijk beheer) aanbelangt, hetzij omwille van de bijscholing of de omscholing van dit personeel, hetzij omwille van een interne herstructurering van die dienst(en). Een project wordt eveneens geacht van grote omvang te zijn wanneer het de werkzaamheden van een bepaalde beroeps-categorie grondig wijzigt.

Bij de voorstelling van het project wordt schriftelijke informatie verstrekt over :

- de beoogde doelstellingen;
- het type ingevoerde technologie en de perspectieven voor de toekomstige uitbreiding ervan;
- de gevolgen die de invoering van het project zal teweegbrengen op de organisatie van het werk en de arbeidsduur evenals op het volume, de structuur van de werkgelegenheid en de arbeidsvoorwaarden;
- de behoeften aan opleiding (bijscholing en omscholing) die de uitvoering van het project zal meebrengen.

2.3. Rol van de overleg- of onderhandelingscomités (bovenvermelde wet van 19 december 1974).

De gevolgen van het stuurplan of algemeen programma bedoeld onder lid 2.1. of van het project bedoeld onder lid 2.2. die betrekking hebben op de materies bedoeld in de wet van 19 december 1974 blijven, naar gelang van het geval en overeenkomstig de van kracht zijnde procedures, behoren tot de bevoegdheid van de overleg- en onderhandelingscomités ingestalleerd in het kader van deze wet.

3. Evaluatie.

Aan het einde van het eerste jaar te rekenen van 4 november 1987 af, datum van het protocol betreffende de sociale programmering 1988-1989, zal worden onderzocht op welke manier deze omzendbrief in de overheidsdiensten zal zijn toegepast.

Om dit onderzoek voor te bereiden, wordt iedere betrokken overheidsdienst verzocht om uiterlijk op 31 oktober 1988 een rapport over de toepassing van deze omzendbrief in te dienen.

3.1. Inhoud van het rapport.

Ten einde een makkelijke en snelle verwerking van de informatie mogelijk te maken, wordt men verzocht zich te houden aan de volgende basisstructuur :

1. identificatie van de overheidsdienst (benaming, adres, opdracht);

2. wijze van toepassing van de omzendbrief op het ontwerp van stuurplan of algemeen programma :

- korte beschrijving van het ontwerp van stuurplan of van het ontwerp van algemeen programma;
- problemen gerezen tijdens de procedure voor informering van de vakbonden;
- eventueel door de vakbonden gemaakte opmerkingen en het gevolg dat eraan gegeven werd;
- gevolgen dat het ontwerp die, in voorkomend geval, behandeld moeten worden in een overleg- of onderhandelingscomité overeenkomstig de bovenvermelde wet van 19 december 1974;

3. wijze van toepassing van de omzendbrief op een (of verscheidene) project(en) van grote omvang :

- korte beschrijving van het of de project(en) van grote omvang;
- problemen gerezen tijdens de procedure voor informering van de vakbonden;
- eventueel door de vakbonden gemaakte opmerkingen en het gevolg dat eraan gegeven werd;
- gevolgen van het of de project(en) die, in voorkomend geval, behandeld moeten worden in een overleg- of onderhandelingscomité overeenkomstig de bovenvermelde wet van 19 december 1974.

3.2. Communication.

Le rapport sera communiqué au Premier Ministre et au Ministre qui a la coordination et le contrôle de l'informatique dans ses attributions.

Le Premier Ministre,
W. Martens.

Le Ministre de l'Intérieur,
de la Fonction publique et de la Décentralisation,
J. Michel.

Le Secrétaire d'Etat à la Modernisation
et à l'informatisation des services publics,
G. Lutgen.

3.2. Kennisgeving.

Het rapport zal ter kennisgeving worden voorgelegd aan de Eerste Minister en aan de Minister tot wiens bevoegdheid de coördinatie en de controle van de informatica behoort.

De Eerste Minister,
W. Martens.

De Minister van Binnenlandse Zaken,
Openbaar Ambt en Decentralisatie,
J. Michel.

De Staatssecretaris voor Modernisering
en Informatisering van de Openbare Diensten,
G. Lutgen.

MINISTERE DE LA JUSTICE

Ordre judiciaire

Publication d'une place vacante :

— employé au greffe du tribunal de première instance d'Anvers :
1 à partir du 1.2.1988.

Direction du Moniteur belge

Brochures des Communautés européennes

Communautés européennes. — Commission

Corps diplomatique accrédité auprès des Communautés européennes (avril 1987)

Le présent répertoire — établi sous la responsabilité de la direction générale Relations extérieures de la Commission des Communautés européennes — est publié annuellement et fait l'objet d'une mise à jour au cours de l'année.

Edité en : FR.

N° de catalogue : CB-48-87-492-FR-C.

N° M.B. 33228 (à rappeler).

Prix : 212 francs (T.V.A. comprise).

Communautés européennes. — Commission
Enquête sur les forces de travail. — Résultats 1985

Edité en : ES/DA/DE/GR/EN/FR/IT/NL/PT.

N° de catalogue : CA-47-86-987-9A-C.

N° M.B. 26860 (à rappeler).

Prix : 318 francs (T.V.A. comprise).

Communautés européennes

Répertoire de la législation communautaire en vigueur

La neuvième édition du *Répertoire de la législation communautaire en vigueur* reprend les références des actes suivant le droit communautaire en vigueur au 1^{er} juin 1987 :

- droit contraignant dérivé des traités instituant les trois Communautés européennes;
- droit complémentaire;
- accords conclus par les Communautés avec les pays tiers.

Les références sont classées par matière. Pour faciliter la recherche, la partie analytique (répertoire analytique) est assortie de deux index, l'un par mots clefs en ordre alphabétique, l'autre par numéros de documents en ordre chronologique. En outre, les références aux actes concernant plusieurs matières apparaissent dans chacune des rubriques concernées. Pour chaque acte, les modifications qu'il a subies sont indiquées sous sa référence, avec renvoi à l'acte modificateur et à la publication. Les références de publication renvoient généralement au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Edité en : ES, DA, DE, GR, EN, FR, IT, NL, PT.

N° de catalogue : FX-88-87-001-FR-C.

N° M.B. 33244 (à rappeler).

Prix : 2 968 francs (T.V.A. comprise).

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Rechterlijke Orde

Bekendmaking van een openstaande plaats :

— beambte bij de griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen : 1, vanaf 1.2.1988.

Bestuur van het Belgisch Staatsblad

Brochures van de Europese Gemeenschappen

Europese Gemeenschappen. — Commissie
Enquête naar de arbeidskrachten. — Resultaten 1985

Uitgave in : ES/DA/DE/GR/EN/FR/IT/NL/PT.

Catalogusnummer : CA-47-86-987-9A-C.

Nr. B.S. 26860 (te herinneren).

Prijs : 318 frank (BTW inbegrepen).

Europese Gemeenschappen

Repertorium op de geldende gemeenschapswetgeving

De negende editie van het *Repertorium op de geldende gemeenschapswetgeving* bevat de referenties aan de op 1 juni 1987 van kracht zijnde gemeenschapsinstrumenten van de volgende categorieën :

- van de drie oprichtingsverdragen afgeleid verbindend recht;
- aanvullend recht;
- door de Gemeenschappen met derde landen gesloten akkoorden.

De referenties zijn gerangschikt naar onderwerp. Ter vergemakkelijking van het onderzoekwerk zijn aan het analytische gedeelte (het eigenlijke repertorium) twee indexen toegevoegd, namelijk een met de sleutelwoorden in alfabetische volgorde en een met de documentnummers in chronologische volgorde. Heeft een rechtsinstrument op meer dan één onderwerp betrekking, dan is de referentie in elk der desbetreffende rubrieken opgenomen. Bij elk rechtsinstrument zijn de ondergane wijzigingen onder de referentie vermeld met verwijzing naar het wijzigingsinstrument en de publicatie daarvan. In de regel verwijzen de publikatierferenties naar het *Publikatieblad van de Europese Gemeenschappen*.

Uitgave in : ES, DA, DE, GR, EN, FR, IT, NL, PT.

Catalogusnummer : FX-88-87-001-NL-C.

Nr. B.S. 33244 (te herinneren).

Prijs : 2 968 frank (BTW inbegrepen).